



**HAL**  
open science

## Des dissidences aux confidences Ce que couvrir un parti veut dire

Nicolas Kaciaf

► **To cite this version:**

Nicolas Kaciaf. Des dissidences aux confidences Ce que couvrir un parti veut dire. L'informel pour informer. Les journalistes et leurs sources, L'Harmattan / Pepper, 2014, 2343041156. hal-01078817

**HAL Id: hal-01078817**

**<https://hal.science/hal-01078817>**

Submitted on 30 Oct 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Des dissidences aux confidences

## Ce que couvrir un parti veut dire

Nicolas Kaciaf

Mâitre de conférences en science politique  
Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

« Le lecteur est prié de ne pas chercher les sources des informations confidentielles contenues dans ce chapitre. Il ne s'agit en effet que du déversement d'une flaque secondaire dont le contenu, une fois crevée la digue négligemment édifiée, s'écoule en devenant ruisseau jusqu'au moment où, la faible digue s'écroulant pour de bon, toute tension disparaît. »

Heinrich Böll [1975 : 57]

Malgré leur profond renouvellement, la plupart des travaux consacrés aux relations entre les espaces politiques et médiatiques envisagent la contribution des médias à l'ordre politique sous l'angle exclusif de la politisation des électeurs. La problématique de l'*influence*, posant les journalistes soit comme des réceptacles passifs de la communication politique, soit comme des entrepreneurs idéologiques à part entière, demeure le point d'entrée principal pour analyser le rôle des médias dans la vie démocratique. Aussi peu de travaux appréhendent-ils les supports et les entreprises médiatiques non pas seulement comme de stricts intermédiaires entre professionnels de la politique et « profanes » mais bien comme des intermédiaires entre les acteurs politiques eux-mêmes, mieux : comme l'un des rouages essentiels d'un système politique différencié et professionnalisé<sup>1</sup>.

Au-delà du seul espace politique, n'est-il pas possible de concevoir les journalistes et leurs médias comme des acteurs à part entière des

---

<sup>1</sup> Sur les rôles des journalistes dans l'espace des professionnels de la politique, voir Aldrin [2005], Champagne [1990], Garnham [1992], Negrine [1996] ou encore Neveu [2000].

secteurs dont ils sont amenés à couvrir les activités, ponctuellement ou durablement [Ericson, Baranek, Chan, 1989] ? L'activité journalistique ne permet-elle pas aux protagonistes de l'actualité de bénéficier d'une publicité qui peut agir comme ressource ou comme contrainte dans leurs systèmes d'action respectifs [Thompson, 1995] ? Sinon, comment pourrait-on comprendre les efforts entrepris par tant d'individus et de groupes pour susciter l'attention des journalistes, accéder à l'agenda médiatique et obtenir une restitution favorable de leurs messages ? À l'inverse, comment pourrait-on interpréter les réticences de tant d'acteurs (souvent les mêmes d'ailleurs) à répondre aux médias, exprimer leurs points de vue ou assumer publiquement leurs prises de position ? Ces questions laissent entrevoir à quel point le recours au *off*, aux fuites anonymes, aux confidences ou à tout autre échange informel d'information ne peut s'analyser uniquement à l'aune du réglage des interactions entre les journalistes et leurs « sources »<sup>2</sup>. Ces répertoires de communication doivent également être articulés aux logiques structurelles qui, d'une part, encouragent (ou contraignent) les acteurs à y recourir et, d'autre part, amènent les médias d'information à leur accorder une certaine valeur.

En effet, qualifier une relation ou un échange d'« informel » ne sert pas seulement à désigner la *forme* de la relation. Certes, ce terme renvoie à des interactions d'un type particulier : elles se déroulent sans la présence de tiers et dans une situation de face-à-face ou de quasi face-à-face<sup>3</sup>, au cours de laquelle les acteurs tendent à personnaliser la relation et à suspendre partiellement les normes de comportements associées à l'exercice public de leurs rôles respectifs. Mais un échange d'information peut être décrit comme « informel » au regard de son *contenu*<sup>4</sup>, dès lors qu'une source s'adresse à un/des journaliste(s) en n'exprimant pas un point de vue officiel (dans le cas où elle est habituellement reconnue comme porte-parole d'une organisation) et/ou en refusant d'assumer publiquement ses propos (dans le cas où elle s'exprime en son nom propre).

---

<sup>2</sup> Dans des perspectives différentes, Legavre [1992], Lemieux [2000].

<sup>3</sup> Elles sont en effet médiatisées par des objets comme le téléphone, le mail ou les « textos ».

<sup>4</sup> Sur cette opposition entre forme et contenu d'une interaction, voir Simmel [1999 : 43].

L'objet de cet article est alors d'identifier les conditions de possibilité de tels échanges informels d'information entre un journaliste de la presse écrite généraliste et ses sources. Plus précisément, il s'agit de saisir dans quelles circonstances les intérêts des acteurs à recourir à des modalités de communication informelles peuvent rencontrer les attentes journalistiques à l'égard de tels contenus informationnels. L'inégale focalisation sur les « coulisses » des univers sociaux renvoie ainsi autant à des logiques proprement journalistiques qu'aux règles qui structurent différenciellement les secteurs que les rédactions sont amenés à couvrir de façon ponctuelle ou régulière<sup>5</sup>. La question est bien de savoir dans quelle mesure certaines rhétoriques journalistiques (le décryptage des « dessous » du jeu, la focalisation sur les conflits de personnes) sont conditionnées par les configurations spécifiques de certains univers sociaux. Chaque rubrique nécessite en effet « des façons différentes de travailler, adaptées à l'activité particulière du territoire couvert par la rubrique » [Fishman, 1980 : 36]<sup>6</sup>. Dans une perspective naturaliste, cette remarque pourrait être de nature tautologique : les comptes-rendus journalistiques reflétant strictement le réel, il est logique que la médiatisation d'un secteur restitue précisément ses activités. Cependant, la sociologie des médias a depuis longtemps montré que l'actualité n'est pas un miroir fidèle de la « réalité » mais une construction fondée sur une série d'arbitrages (en matière de sélections, de cadrages et de commentaires des faits érigés en informations). Ces choix ne sont évidemment pas soumis au seul libre arbitre des journalistes : ils résultent d'un ensemble de normes, de routines et de contraintes pratiques de production. Ils sont surtout tributaires des interactions, à la fois conflictuelles et coopératives, entre les rédacteurs et leurs sources [Charron

---

<sup>5</sup> Nous utilisons la notion volontairement floue d'*univers sociaux* pour désigner l'ensemble des systèmes d'action dont les journaux d'information générale attribuent la couverture à un ou plusieurs rédacteurs (soit durablement dans le cas d'une rubrique définie comme telle, soit ponctuellement lors d'une « affaire » ou d'une « controverse » devenue saillante). Il peut dès lors s'agir d'une organisation (partis politiques, syndicats, équipes de football), d'une institution (Élysée, Assemblée nationale, municipalité dans le cas de la presse régionale), d'un secteur d'action publique réunissant administrations et groupes d'intérêts, etc. Au-delà de leurs différences sur un plan organisationnel, ces différents univers peuvent être envisagés comme autant de contextes d'action, marqués par une relative coordination entre acteurs et par la production de règles, de jeux et d'enjeux spécifiques.

<sup>6</sup> Nous traduisons.

et *al.*, 1991 ; Charron, 1994 ; Bernier, 2000 ; Legavre, 2007]. En soulignant que « le journaliste n'est pas connecté avec des faits mais avec des paroles », M. Mouillaud et J.-F. Tétu [1989 : 5] rappellent que les journalistes rendent compte du réel par l'intermédiaire de discours (oraux ou écrits) qu'ils référencent plus ou moins explicitement dans leurs papiers<sup>7</sup>. Nous faisons ici l'hypothèse que les productions journalistiques sont en conséquence affectées par l'identité de ces interlocuteurs, le degré d'officialité de leur prise de parole et le caractère plus ou moins formel de leurs relations aux journalistes.

En interrogeant les mécanismes à travers lesquels la structuration des « territoires » définis en rubriques tend à conditionner le travail et l'écriture journalistique, cette contribution cherche, dans un premier temps, à nourrir la réflexion sur les déterminants des productions médiatiques. La pertinence d'un tel modèle est, dans un second temps, éprouvée à partir de l'examen des contraintes pratiques rencontrées par les journalistes de la presse quotidienne nationale affectés au suivi exclusif d'un ou plusieurs partis politiques. En étudiant les circonstances qui favorisent la conversion des dissidences en confidences, on pourra montrer dans quelle mesure les spécificités de l'univers partisan pèsent sur les répertoires d'écriture que peuvent mobiliser les rédacteurs politiques de la presse quotidienne française.

## **La structuration des territoires et la communication des « sources »**

### *Division du travail journalistique et découpage du réel*

Face à la limitation de leurs effectifs et de leurs ressources, les entreprises de presse quotidienne ne peuvent garantir une production de copie régulière qu'à travers une organisation relativement stable qui tienne compte de deux exigences : déterminer la « pertinence » [*suitability*] des

---

<sup>7</sup> Ajoutons que lorsqu'ils émanent des acteurs les plus saillants de l'actualité (élus, sportifs, chefs d'entreprise, etc.) et qu'ils sont énoncés publiquement, ces discours ne forment pas tant la « source » de l'information que l'information elle-même.

informations par rapport aux attentes supposées des publics ; prévoir la « disponibilité » [*availability*] des informations, c'est-à-dire définir quelles sont les sources légitimes, loquaces et fiables [Gans, 1980 : 81]. La répartition des journalistes au sein de services et la segmentation des services en rubriques participe bien d'un souci de rationaliser la production et, selon un oxymore fameux, de « routiniser l'imprévu » [Tuchman, 1973]. Le rubricage institutionnalise donc la sélection des acteurs et des sources de l'actualité. Affecté au suivi d'un « secteur » particulier, chaque rédacteur peut alors mieux agencer sa journée de travail, en anticipant ou en « accédant » rapidement aux nouvelles du jour. Il peut notamment entretenir des relations familières avec les acteurs qui fournissent la « matière première » de l'information et accroître son expertise sur le domaine couvert. Il peut enfin mettre en forme les événements selon des « cadres » routiniers (c'est-à-dire reproductibles), peu coûteux (en temps de travail et en risques professionnels) et légitimes (c'est-à-dire conformes aux attentes supposées des publics que naturalisent les consignes établies par la hiérarchie du journal).

Gaye Tuchman a mis en évidence trois modalités dans ce découpage du réel qui, à la fois, résulte de cette division du travail et justifie la segmentation des rédactions [Tuchman, 1978 : 25 *sq.*]. Tout d'abord, la spécialisation géographique consiste à affecter à chaque rédacteur (défini comme correspondant) la couverture d'un territoire donné. Ensuite, la spécialisation thématique est au principe de l'architecture générale de la plupart des journaux d'information générale, découpés en services auxquels sont attribués le traitement d'univers bien définis : la culture, le sport, le social, l'économie, la politique, etc. Mais cette spécialisation thématique structure également les services labellisés *Société*, regroupant des rubricards affectés à différents secteurs d'action publique : agriculture, éducation, logement, immigration, délinquance/police, justice, etc. [Hubé, Kaciaf, 2006]. Enfin, Gaye Tuchman identifie une spécialisation organisationnelle. Cette dernière modalité correspond à l'activité de la plupart des journalistes politiques, dès lors qu'ils sont chargés de suivre un parti ou une institution centralisée telle que l'Élysée, Matignon ou une mairie dans le cas de la presse locale. Les rubricards d'autres services peuvent également connaître une telle

affectation (les syndicats et organisations patronales pour les journalistes sociaux, les équipes de football pour les journalistes sportifs, etc.).

En multipliant les occasions de rencontres entre les journalistes et les acteurs (porte-parole ou dissidents) de ces univers, la division du travail dans les rédactions constitue l'un des facteurs déterminants pour comprendre les contenus médiatiques [par exemple, Marchetti, 2006 ; Joinet, 2000]. Différents auteurs ont montré à quel point la fréquentation assidue de certains milieux sociaux amenait les journalistes à partager les schèmes d'appréhension du monde de leurs interlocuteurs [Rieffel, 1984 ; Neveu, 1993 ; Lévêque 2000]. D'autres recherches soulignent que les hiérarchies et les interprétations de l'actualité sont fortement redevables des pré-constructions de la réalité que promeuvent les acteurs dominants dans leurs champs d'action respectifs, c'est-à-dire les sources susceptibles de mobiliser les ressources les mieux ajustées aux attentes journalistiques [Molotch, Lester, 1996 ; Schlesinger, 1992]. Mais si ces enquêtes mettent en scène les conflits de « communication » entre des groupes concurrents<sup>8</sup>, peu de travaux nous renseignent sur ce qui se joue à l'intérieur même des organisations en matière de relations aux médias [pour un contre-exemple : Charron, 1994]. Or les luttes communicationnelles ne relève pas seulement d'affrontements entre groupes distincts mais peuvent souvent renvoyer à des conflits au sein de ces groupes. De la même manière, si la plupart des recherches souligne le caractère stratégique de l'action des sources d'information, peu d'entre elles indiquent dans quelle mesure ces stratégies sont rendues possibles par les règles du jeu qui structurent les configurations auxquels appartiennent les interlocuteurs des journalistes.

#### *La communication à la presse comme « coup indirect »*

Qu'il s'agisse d'un parti, d'un club de football, d'une institution publique, d'une entreprise ou d'un secteur d'action publique, l'agencement du secteur défini en rubrique conditionne l'identité des sources accessibles, leurs modalités de communication (communiqués, conférences de presse,

---

<sup>8</sup> Par exemple, ministère de la Défense contre association écologiste [Derville, 1997] ou direction d'entreprise contre syndicats [Lagneau et Lefébure, 2002].

organisations de « pseudo-événements », fuites supposément anonymes, confidences en *off*, etc.), la nature des informations qu'elles cherchent à promouvoir et, par conséquent, le traitement journalistique de ces informations. En effet, cette structuration interne tend à déterminer ce que les journalistes peuvent voir et entendre, puisqu'elle détermine *l'intérêt* et la *capacité* respective des différents acteurs à solliciter l'attention des journalistes et à orienter leur travail. Solliciter l'attention des journalistes signifie vouloir peser sur la production de l'actualité et ainsi atteindre un public extérieur, défini (des « cibles » particulières) ou indéfini (« l'opinion publique »). Cette publicisation par l'intermédiaire des médias vise, selon les circonstances, à satisfaire une pluralité d'objectifs : valoriser l'activité de son groupe ou de sa personne, nuire à un rival, susciter ou participer à une controverse, dénoncer ou étouffer un scandale, faire pression sur les partenaires d'action ou sur les autorités publiques en sollicitant des réactions « populaires », etc.

Que leurs acteurs s'expriment publiquement ou anonymement, officiellement ou officieusement, personnellement ou par l'intermédiaire d'un porte-parole, la sollicitation de l'attention journalistique peut être appréhendée comme l'un de leurs répertoires d'action. Plus précisément, ces modalités différenciées de « prise de parole » [Hirschman, 1995] constituent chacune une forme de « coup indirect » ou de « coup médiatisé » [Dobry, 2009 : 175]. Empruntant ce concept à Erving Goffman, Michel Dobry caractérise ce type d'actions par le fait qu'« entre le coup et son résultat s'interpose *l'écran d'une "agence d'exécution"* [ici, les médias d'information] qui retraduit et réévalue [...] le coup par lequel un acteur a tenté de modifier la situation à son avantage » [*ibid.*]. Dès lors qu'elles sont stratégiquement orientées vers un objectif donné, les actions de communication menées à destination des journalistes sont des « coups indirects », puisque le format et le contenu des productions médiatiques échappent en partie aux promoteurs de ces actions. Mieux, selon les configurations auxquelles ils appartiennent et les positions qu'ils y occupent, les acteurs endossent des rôles qui rendent plus ou moins possibles et plus ou moins légitimes certains types de coups. Les règles du jeu propres aux secteurs d'action encadrent en partie les stratégies et pratiques de communication de leurs différents protagonistes. Les univers

sociaux se distinguent alors, dans leur rapport aux médias, selon trois principaux critères : la capacité à garantir une discipline de parole, la distribution des ressources « médiatiquement » pertinentes, le degré d'autonomie dans la régulation des controverses internes.

— Les univers sociaux se différencient tout d'abord selon *leur discipline interne*, ce qui renvoie à la cohésion de leur(s) état(s)-major(s), à la nature du leadership (plus ou moins pluraliste) et surtout à la capacité des dirigeants à centraliser la communication et à sanctionner les discours dissidents. Tous les protagonistes ne peuvent prendre la parole de la même manière, compte tenu de leur position dans les institutions et du coût escompté de la déloyauté ou de la défection. Tandis que certaines organisations autorisent l'expression publique des désaccords, d'autres contraignent les *outsiders* à recourir à des voies détournées : fuites, confidences anonymes, etc. Mais les mécanismes d'autocontrôle dans les prises de parole ou de délimitation des frontières entre le dicible et le secret ne concernent pas seulement les acteurs dominés dans les hiérarchies organisationnelles : la communication des leaders eux-mêmes est encadrée par des contraintes de rôle dont la transgression peut être coûteuse sur le plan de la légitimité à l'intérieur ou à l'extérieur du groupe<sup>9</sup>.

— Les univers sociaux se distinguent ensuite selon *la capacité différentielle de leurs membres à « intéresser » les journalistes*, c'est-à-dire leur capacité respective à « enrôler » les rédacteurs et à « traduire » leurs informations dans des formats journalistiques adéquats [Callon, 1986]. Les acteurs sociaux sont en mesure d'être érigés en sources légitimes et, ainsi, de peser sur la production médiatique s'ils sont capables d'offrir aux journalistes des informations, des déclarations ou des événements jugés saillants et/ou crédibles. La probabilité d'accéder à l'arène médiatique et d'y imposer ses interprétations de l'actualité dépend alors des ressources (institutionnelles, financières ou culturelles [Schlesinger, 1992 : 93]) que peuvent mobiliser stratégiquement les équipes concurrentes et leurs porte-parole respectifs.

— Les univers sociaux se distinguent enfin selon *l'intérêt, plus ou moins prononcé, des protagonistes à rendre publics leurs différends* ou à solliciter l'arbitrage

---

<sup>9</sup> Par exemple, au sujet des professionnels de la politique, voir Le Bart [2003].

de tiers. En somme, selon le type d'organisations ou d'univers sociaux, les publics extérieurs pèsent plus ou moins dans le recrutement des dirigeants ou dans la régulation des controverses [Champagne, 1984]. En tant qu'intermédiaires entre l'interne (l'organisation) et l'externe (le public), les médias d'information peuvent alors contribuer à modifier l'équilibre des rapports de forces en termes de conquête du pouvoir, de définition des règles du jeu ou de prévalence d'orientations idéologiques ou stratégiques. Les ressources et les contraintes que peut apporter en interne la médiatisation varient donc très fortement selon le degré d'autonomie d'un univers social vis-à-vis des univers adjacents.

## **L'ouverture des partis comme fin et comme moyen de l'information**

Ce modèle d'analyse des déterminants de la production journalistique peut s'éprouver en se focalisant sur un secteur canonique de la presse écrite française : le journalisme politique<sup>10</sup>. En effet, comment expliquer la focalisation des journalistes politiques d'aujourd'hui sur les rivalités proprement personnelles entre et au sein des organisations politiques ? Pour le dire autrement, à quoi tient la tendance à réduire l'actualité politique aux batailles que se livrent les leaders des partis pour conquérir les principales positions de pouvoir<sup>11</sup> ? La question de

---

<sup>10</sup> Cette partie s'appuie principalement sur des matériaux collectés dans le cadre d'une thèse de doctorat en science politique [Kaciaf, 2005], et notamment sur la réalisation d'entretiens avec des journalistes politiques en activité ou retraités.

<sup>11</sup> Dans le cas français, voir par exemple Neveu [1993 et 2002], Legavre [2005], Kaciaf [2005], Saitta [2006], Hubé [2008]. Bien entendu, ce constat est ici formulé de façon sommaire et schématique. D'une part, tous les journaux d'information générale n'accordent pas autant d'importance au caractère proprement « politicien » des activités politiques. D'autre part, dire que les services *Politique* couvrent avant tout le « jeu » politique ne signifie pas que ce traitement est homogène : les conflits personnels au sein des états-majors partisans peuvent en effet être appréhendés ici dans une perspective stratégique, là de façon ludique, ailleurs sur un mode théâtral. Enfin, il ne faut pas non plus perdre de vue qu'en nous intéressant principalement aux pages explicitement labellisées « Politique », nous évacuons de l'analyse des rubriques qui, elles aussi, traitent de questions politiques ou « politisables » [Lagroye, 2003] mais avec un regard différent : pages *Société*, *Social*, *Économie*, etc.

l'explication de ces pratiques journalistiques demeure fondée tant cette mise en scène de la politique ne va pas de soi. Son émergence progressive dans les quotidiens et hebdomadaires français des années 1960 et 1970 indique qu'il ne s'agit là aucunement d'un trait essentiel et intrinsèque au journalisme politique mais bien du produit de la rencontre entre une progressive reconfiguration de l'espace politique et un sensible renouvellement des normes et conditions de production journalistique. Nous tâcherons de montrer dans quelle mesure ces lectures « politiciennes » doivent s'analyser comme une réponse *pratique* qui permet de satisfaire une pluralité d'exigences professionnelles, tout en s'ajustant à des répertoires de communication politique relativement inédits.

*D'un rubricage « institutionnel » à un rubricage « partisan »*

Il ne s'agit pas ici de restituer dans le détail les conditions, les raisons et le déroulement du changement dans le travail journalistique. On peut néanmoins noter que le renouvellement des manières d'écrire la politique renvoie à un ensemble de transformations qui secouent l'univers médiatique depuis le début des années 1960 : changement dans la morphologie sociale des journalistes politiques, renforcement de la concurrence entre médias qui implique une adaptation accrue aux attentes supposées des lecteurs et qui contribue au renforcement des normes de vulgarisation et de distanciation, etc.<sup>12</sup>

Mais ces évolutions dans le contenu des pages *Politique* ne sont pas seulement le produit de processus internes au monde médiatique. Elles résultent également de changements dans le système politique lui-même. Sans rentrer là encore dans le détail de transformations complexes, on peut hâtivement renvoyer aux dynamiques de présidentialisation et de nationalisation de la compétition politique. Celles-ci se traduisent par une dévaluation du Parlement au profit de l'exécutif, une autorité croissante des états-majors partisans sur les élus, une redéfinition des fondements du leadership politique, une place importante prise par l'élection présidentielle

---

<sup>12</sup> Les rédacteurs font alors face à des contraintes commerciales qui, certes, ne sont pas neuves mais sont de plus en plus prises en compte par les hiérarchies rédactionnelles dans la définition des formats de production journalistique.

dans le fonctionnement interne des partis. Il va de soi que ces transformations institutionnelles et sociopolitiques ne se sont pas mécaniquement imposées sur les normes d'écriture journalistiques<sup>13</sup>. On ne peut prêter trop de clairvoyance aux rédacteurs et imaginer qu'ils ont immédiatement et collectivement identifié la nature des changements dans le jeu politique. Certes, les anciens journalistes politiques interviewés s'efforcent de rationaliser rétrospectivement l'impact des évolutions institutionnelles et politiques sur leurs pratiques. De même, différentes innovations rédactionnelles ont pu être justifiées, au moment de leur mise en place, par la recherche d'une couverture plus adéquate des réalités politiques nouvelles. Néanmoins, les métamorphoses dans le contenu des pages *Politique* ont été évolutives, tâtonnantes et fortement différenciées selon les rédactions.

La lenteur du changement indique que son explication réside dans des processus plus impersonnels. D'une part, la présidentialisation de la compétition politique a pesé sur l'activité des rédacteurs politiques dans la mesure où elle a progressivement bouleversé les pratiques de communication des acteurs politiques et, par conséquent, la structure des relations politico-journalistiques. La nature du système politique façonne les rôles que les hommes politiques peuvent légitimement endosser, les types de publics qu'ils se doivent d'enrôler, les registres de parole qu'ils peuvent publiquement énoncer ainsi que les stratégies les plus adéquates pour parvenir à conquérir les trophées politiques. En conditionnant l'identité et l'activité des sources les plus loquaces, les règles du jeu politique ont donc affecté les conditions de production journalistique. D'autre part, cette nouvelle répartition du pouvoir a produit des effets sur les routines journalistiques, en modifiant la perception des informations susceptibles d'intéresser les publics.

Ces reconfigurations de l'espace politique ont notamment amené les rédactions à progressivement transformer leur rubricage des services *Politique*. Une même dynamique s'est ainsi produite dans l'ensemble des quotidiens et des hebdomadaires nationaux. Jusque dans les années 1960,

---

<sup>13</sup> Pour une présentation plus exhaustive de l'effet de ces processus sur le travail journalistique, voir Kaciaf [2006 et 2009].

la division du travail dans les services *Politique* était principalement de nature « institutionnelle ». Chaque journaliste était affecté à la couverture d'une des principales institutions nationales. Tandis que le traitement de l'Élysée, de Matignon et du Sénat relevait généralement d'un rédacteur par journal, l'Assemblée était couverte par au moins deux journalistes, l'un se voyant attribuer le suivi des séances (« les séanciers »), l'autre les commissions et réunions des groupes parlementaires (« les couloiristes »). À partir des années 1960, la plupart des services *Politique* se sont densifiés, en accueillant des journalistes exclusivement affectés à la couverture d'un ou plusieurs partis<sup>14</sup>. La stabilisation des frontières entre « gauche » et « droite » ou entre « majorité » et « opposition » a accentué ce phénomène tout au long des années 1970 et 1980. Désormais, dans la plupart des rédactions, les services *Politique* sont majoritairement organisés en pôles (droite/gauche), auxquels appartiennent d'ailleurs les journalistes chargés de suivre l'actualité du Président ou du Premier ministre selon leur « couleur » politique respective.

#### *Les lectures « politiciennes » comme réponse pratique*

Résultant de l'évolution des règles du jeu politique, ces changements organisationnels ont pesé sur le travail et l'écriture des journalistes. En effet, pour expliquer la prépondérance de certaines rhétoriques journalistiques, il faut prendre en compte les contraintes de situation et d'économie du travail engendrés par le suivi d'une rubrique particulière. Il va de soi que les journalistes d'une même entreprise médiatique sont soumis à des règles rédactionnelles communes. Néanmoins ces normes ne prédéterminent pas l'ensemble des savoir-faire que peuvent ou doivent mobiliser les rédacteurs. Selon les spécificités de leurs secteurs d'affectation respectifs, ils peuvent parvenir à satisfaire de différentes façons les attentes de leur hiérarchie.

Dans la configuration politique qui se met progressivement en place au cours des années 1960 et 1970, les journalistes affectés auprès d'un parti

---

<sup>14</sup> Pour une présentation plus détaillée de ces mutations dans le rubricage des services *Politique*, voir Kaciaf [2006].

doivent couvrir l'activité d'organisations centralisées mais divisées. Bien que dotés de leaders et de porte-parole clairement identifiés, les partis sont constitués d'agents tout autant intéressés au succès collectif de l'entreprise qu'à leur réussite individuelle, sur le plan local ou national. Ce premier critère ne distingue toutefois pas les entreprises partisans d'autres organisations ou systèmes d'action amenées à interagir avec les médias. Pour identifier les spécificités des relations entre journalistes et responsables politiques nationaux, d'autres éléments doivent être pris en compte.

D'une part, les partis sont des organisations partiellement (et inégalement) hétéronomes. En effet, les luttes pour accéder aux positions convoitées, définir les stratégies d'alliance ou fixer les orientations programmatiques sont directement ou indirectement arbitrées par des publics extérieurs (militants lors des suffrages internes, citoyens lors des élections locales ou nationales, « opinion publique » saisie en permanence par les professionnels du sondage, groupes d'intérêt et autres segments organisés de la « société civile ») que les médias nationaux, parmi d'autres dispositifs, permettent d'atteindre<sup>15</sup>. Pour les protagonistes de ces affrontements inter- et intra-partisans, la médiatisation apparaît donc comme une ressource (ou une contrainte) déterminante. D'autre part, l'univers politique est un milieu dont les principaux membres disposent, *via* leur participation à la compétition électorale, d'une légitimité sociale qui autorise les journalistes à les ériger personnellement en figures récurrentes de l'actualité. Aussi les rubricards chargés de couvrir l'actualité d'un parti national se trouvent-ils plongés dans un espace conflictuel dont les acteurs les plus notoires sont également des sources potentielles qui livrent déclarations publiques et confidences, dans l'espoir que ces informations pourront servir leur propre personne, favoriser leurs équipes ou nuire à leurs rivaux.

---

<sup>15</sup> Différents travaux soulignent ainsi l'adaptation progressive des règles organisationnelles des principaux partis français « à la donne institutionnelle qui fait de l'élection présidentielle l'élection centrale dans le fonctionnement du système politique » [Grumberg, Haegel, 2007, p. 7]. Voir également au sujet du Parti socialiste Lefebvre, Sawicki [2006], Bachelot [2008].

Face à de telles stratégies d'enrôlement, il apparaît alors logique que les journalistes accordent beaucoup d'attention aux jeux d'acteurs dont ils sont les témoins quotidiennement, que ces actions s'expriment publiquement ou dans les « coulisses ». Contraints à une production de « copie » sinon quotidienne, du moins régulière, les rédacteurs politiques de la presse d'information générale ne peuvent se contenter (comme autrefois) de relayer les messages officiels des services de presse du parti ou les déclarations publiques de ses leaders. À l'inverse, rendre compte de différends internes, des stratégies individuelles et des luttes de pouvoir peut alors être envisagé comme une routine relativement commode, puisque ce mode de traitement de l'actualité leur permet de répondre (au moins partiellement) à des exigences plurielles et, parfois, contradictoires<sup>16</sup> :

— *Des impératifs d'économie du travail.* La fréquentation régulière des membres d'un même parti leur permet de recueillir, avec plus ou moins de difficultés, en *on* ou en *off*, des déclarations dont le caractère polémique peut leur conférer une certaine valeur informationnelle. Personnellement intéressés par la médiatisation, les acteurs politiques sont des sources potentiellement loquaces, ce qui limite les coûts d'investigation. Mettre l'accent sur les conflits de personnes sous-jacents aux controverses stratégiques ou programmatiques permet en outre de réduire l'incertitude et de minimiser les risques interprétatifs : il s'agit d'un cadrage particulièrement ajusté à l'absence de spécialisation des journalistes politiques autour des politiques sectorielles.

— *Des impératifs de lisibilité ou de vulgarisation.* La focalisation sur les conflits individuels permet d'inscrire la plupart des événements dans un scénario préexistant et supposé connu des lecteurs. Les prises de position ou les coups successifs des acteurs politiques peuvent ainsi être érigées en épisodes d'intrigues supposées attractives (le « combat des chefs ») et rendues signifiantes par leur épilogue ultime : l'élection présidentielle.

— *Des impératifs de distanciation.* En offrant un traitement polyphonique de l'activité des partis, les journalistes peuvent mettre en scène leur

---

<sup>16</sup> Nous minimisons volontairement les spécificités de chaque parti, selon leur position dans l'espace politique, leurs règles du jeu respectives (notamment en matière d'investiture et de désignation des leaders) et leur articulation entre les échelons nationaux et locaux.

autonomie à l'égard des états-majors et de leur communication officielle. Ils témoignent ainsi qu'ils n'en sont ni les porte-plume, ni les supporters. Cette posture de surplomb, parfois combinée à une écriture ironique (dans le cas de *Libération* notamment), leur permet d'opiner ou de critiquer sans avoir à se positionner sur l'échiquier partisan. En effet, au terme d'un long processus de déclin des affiliations partisans des organes de presse, les journalistes politiques qui manifesteraient trop ouvertement leurs sympathies pour telle ou telle fraction de l'espace politique risquent d'être discrédités parmi leurs pairs pour cette remise en cause flagrante de leur « professionnalisme ».<sup>17</sup>

— *Des impératifs de distinction personnelle.* Les rédacteurs politiques peuvent enfin manifester leur expertise et leur valeur ajoutée personnelle. Ils fondent leur compétence de journalistes spécialisés sur leur connaissance des jeux internes à l'organisation qu'ils couvrent et sur la capacité à recueillir des informations confidentielles. Ces dernières leur permettent tout à la fois de produire le récit des coulisses et le décryptage de la scène, via les papiers d'analyse qui viennent appuyer les comptes-rendus factuels.

Aussi le cadrage « stratégique » et personnalisé de l'information politique ne résulte-t-il pas seulement du « cynisme » [Cappella et Jamieson, 1997] ou de la « dépolitisation » [Saitta, 2006] des journalistes et de leurs hiérarchies. Ce répertoire d'écriture constitue aussi une *réponse pratique* (et relativement *légitime* au regard des normes journalistiques) face aux logiques de situation engendrées par la structuration particulière des organisations politiques<sup>18</sup>. Deux citations permettent d'illustrer cette approche situationnelle du travail journalistique. Bien que renvoyant à des contextes distincts (le milieu des années 1980 et la fin des années 1990, *Le Matin de Paris* et *Libération*, le suivi du PCF et celui du FN), ces interviewés révèlent implicitement une même conception du métier de journaliste

---

<sup>17</sup> De la même manière, la plupart des dirigeants des entreprises de presse ont intériorisé la croyance selon laquelle un soutien trop affirmé à l'un des partis est coûteux commercialement parlant.

<sup>18</sup> Pratique et non nécessairement stratégique [Tuchman, 1972 ; Padioleau, 1976]. Ces rhétoriques ont pu se pérenniser parce qu'elles ont constitué une réponse adéquate au regard des contraintes de production journalistique (et notamment à la nécessité de minimiser les réactions négatives des publics [Dauvin, Legavre, 2007 : 10])

politique, lorsqu'ils évoquent leurs « difficultés » passées pour couvrir des partis particulièrement hiérarchisés et disciplinés :

« Ce n'était pas très marrant de faire le PC à l'époque où je l'ai fait [*au milieu des années 1980*]. Le PC est resté assez dogmatique. Il a fallu que le PC implose pour commencer à fonctionner un petit peu normalement avec la presse. [...] C'est-à-dire qu'on n'avait strictement aucune information possible en dehors des communiqués officiels. Quand on rencontrait un dirigeant, il paraphrasait les communiqués officiels. Point final. Mais c'est au moment où je suis le PC qu'il commence à y avoir les premières dissidences et où l'information est devenue plus accessible » (Journaliste politique au *Matin de Paris* puis au *Nouvel Observateur*).

« Le Front national s'est, entre guillemets, banalisé sur le plan des pratiques politiques, peu à peu, sous l'influence notamment de Mégret et de ses amis qui essayaient de jouer au parti politique normal, donc d'entretenir des relations plus suivies avec la presse. [...] Donc à partir en gros du début de l'année 1996, il y avait ces rivalités internes qui préexistaient mais qui commençaient à s'exprimer de plus en plus fort. Ça devenait de plus en plus facile pour moi, parce que, comme dans n'importe quel parti, je pouvais jouer un camp contre l'autre. [...] Je savais que, quand les mégrétistes me faisaient passer une information pour dézinguer Le Pen, c'est parce que eux pensaient que ça allait servir en interne. Et tant mieux. Et moi, ça me servait pour raconter que c'était le bordel. Donc, à partir du moment où le bunker s'est fendillé, c'était plus facile d'aller chercher de l'info, elle sortait toute seule. Je jouais d'un camp contre l'autre » (Journaliste politique à *Libération* entre 1994 et 2006).

Pour ces deux journalistes (et la plupart de leurs collègues interviewés), l'« ouverture » des partis constitue donc bien à la fois le *moyen* et la *fin* de l'information politique. Le moyen, car cette plus ou moins grande discipline permet au journaliste de disposer d'informateurs fiables ; la fin, car c'est justement l'histoire de ces dissidences et de ces oppositions qui alimente les colonnes des journaux. La plongée quotidienne dans l'univers des partis affecte bien les représentations des rédacteurs et notamment leurs conceptions de ce qui constitue l'information saillante.

\*

\*            \*

Si les cadrages médiatiques sont redevables des normes d'écriture propres à l'univers journalistique en général et à « l'identité discursive » [de Bonville, Moreau, 2004] de chaque journal en particulier, il existe des écarts « stylistiques » entre rubriques [Lagneau, 2002], qui tiennent en partie aux singularités des milieux sociaux que délimitent ces rubriques, et à leur impact sur les conditions pratiques de la production journalistique. Se focaliser sur les contraintes situationnelles qui encadrent au quotidien l'activité journalistique permet ainsi d'examiner les liens entre l'activité journalistique et la structuration des systèmes d'action dont les acteurs constituent des sources et/ou des protagonistes récurrents de l'actualité.

La relation est d'ailleurs réciproque, ce qui invite à inverser le raisonnement et interroger les incidences des logiques proprement journalistiques sur la structuration des univers sociaux qui bénéficient d'une couverture médiatique routinière [par exemple, Baisnée, 2003]. Dans quelle mesure les transformations de l'univers médiatique et, plus précisément, les évolutions des pratiques et des formats journalistiques, engendrent-elles de nouvelles ressources et/ou de nouvelles contraintes pour les acteurs, selon les secteurs auxquels ils appartiennent et les positions qu'ils y occupent ? Dans quelle mesure ces mutations médiatiques peuvent-elles bousculer les capacités d'accès à la parole publique, ainsi que les modalités légitimes de communication ? L'entretien de relations informelles avec certains journalistes et/ou la divulgation d'informations par le biais d'un tel canal ne peut donc se comprendre qu'à condition d'articuler étroitement l'examen des configurations dans lesquels les acteurs sont insérés et l'analyse des conditions pratiques et normatives d'exercice du métier de journaliste.

## Bibliographie

- ALDRIN Philippe [2005], *Sociologie politique des rumeurs*, Paris : PUF.
- BACHELOT Carole [2008], « *Groupons-nous et demain...* ». *Sociologie des dirigeants du Parti socialiste depuis 1993*, thèse pour le doctorat de science politique, IEP de Paris.
- BAISNÉE Olivier [2003], *La Production de l'actualité communautaire. Éléments d'une sociologie comparée du corps de presse accrédité auprès de l'Union européenne (France – Grande-Bretagne)*, thèse de doctorat en science politique, Rennes I.
- BERNIER Marc-François [2000], *Les Fantômes du parlement. L'utilité des sources anonymes chez les courriéristes parlementaires*, Laval : Presses de l'Université de Laval.
- BÖLL Heinrich [1975], *L'Honneur perdu de Katharina Blum (1974)*, trad., Paris : Le Seuil, 1975.
- BONVILLE Jean de, MOREAU Lise [2004], « Journalistes et magistrats : le concept d'identité discursive appliqué à la couverture de l'actualité judiciaire en 1950 et en 2000 », in BRIN Colette et al. (dir.), *Nature et transformation du journalisme*, Québec : Les Presses de l'Université Laval, pp. 317-367.
- CALLON Michel [1986], « Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'Année sociologique*, vol. 36, pp. 169-207.
- CAPPELLA Joseph N., JAMIESON Kathleen H. [1997], *Spiral of Cynicism: the Press and the Public Good*, New York : Oxford University Press.
- CHAMPAGNE Patrick [1994], « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52-53, pp. 19-41.
- CHAMPAGNE Patrick [1990], *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris : Minuit.
- CHARRON Jean [1994], *La Production de l'actualité. Une analyse stratégique des relations entre la presse parlementaire et les autorités politiques*, Montréal : Boréal.
- CHARRON Jean, LEMIEUX Jacques, SAUVAGEAU Florian [1991], *Les Journalistes, les médias et leurs sources*, Boucherville : Gaëtan Morin.
- DAUVIN Pascal, LEGAVRE Jean-Baptiste (dir.) [2007], *Les Publics des journalistes*, Paris : La Dispute.
- DERVILLE Grégory [1997], « Le combat singulier Greenpeace-SIRPA », *Revue française de science politique*, vol. 47, n°5, pp. 589-629
- DOBRY Michel [2009], *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles (1986)*, Paris : Presses de Sciences Po.
- ERICSON Richard V., BARANEK Patricia M., CHAN Janet B.L. [1989], *Negotiating Control. A Study of News Sources*, Toronto : University of Toronto Press.
- FISHMAN Mark [1980], *Manufacturing the News*, Austin : University of Texas Press.
- GANS Herbert [1980], *Deciding what's News. A Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek and Time*, New York : First Vintage Books Editions.

- GARNHAM Nicholas [1992], « The Media and the Public Sphere », in CALHOUN Greg (dir.), *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge : The MIT Press.
- GRUMBERG Gérard, HAEGEL Florence [2007], *La France vers le bipartisme ? La présidentialisation du PS et de l'UMP*, Paris : Presses de Sciences Po.
- HIRSCHMAN Albert O. [1995], *Défection et prise de parole* (1970), trad., Paris : Fayard.
- HUBÉ Nicolas, [2008], *Décrocher la « Une ». Les choix de titres de première page de la presse quotidienne en France et en Allemagne (1945-2005)*, Strasbourg : PUS.
- HUBÉ Nicolas, KACIAF Nicolas [2006], « Les pages *Société* ou les pages *Politique* en creux. Retour sur des conflits de bon voisinage », in CHUPIN Ivan, NOLLET Jérémie (dir.), *Journalisme et dépendances*, Paris : L'Harmattan, pp. 189-212.
- JOINET Béatrice [2000], « Le “plateau” et le “terrain”. La division du travail à la télévision », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°131-132, pp. 86-91.
- KACIAF Nicolas [2005], *Les Métamorphoses des pages Politique dans la presse écrite française (1945-2000)*, thèse de doctorat en science politique, Université Paris I.
- KACIAF Nicolas [2006], « Le journalisme politique d'une République à l'autre. Les conditions de transformation des pages *Politique* de la presse écrite française (1945-81) », in Cohen Antonin et *alii* (dir.), *Les Formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris : PUF.
- KACIAF Nicolas [2009], « La dernière séance. Mutations stylistiques et déclin d'un genre caractéristique du journalisme politique français : le compte-rendu parlementaire », in RINGOOT Roselyne et UTARD Jean-Michel (dir.), *Les Genres journalistiques : savoirs et savoir-faire*, Paris : L'Harmattan, pp. 83-100.
- LAGNEAU Éric [2002], « Le style agencier et ses déclinaisons thématiques : l'exemple des journalistes de l'Agence France Presse », *Réseaux*, n°111, pp. 57-100.
- LAGNEAU Éric [2010], *L'Objectivité sur le fil. La production des faits journalistiques à l'Agence France-Presse*, thèse de doctorat en science politique, IEP de Paris.
- LAGNEAU Éric, LEFÉBURE Pierre [2002], « Les mobilisations protestataires comme interactions entre acteurs sociaux et journalistes », in GERSTLÉ Jacques (dir.), *Les Effets d'information en politique*, Paris : L'Harmattan, pp. 55-81.
- LAGROYE Jacques [2003], « Les processus de politisation », in LAGROYE Jacques (dir.), *La Politisation*, Paris : Belin.
- LE BART Christian [2003], « Lois et invariants d'un genre : pour une sociologie des gaffes politiques », in BONNAFOUS Simone et *al.* (dir.), *Argumentation et discours politique. Antiquité grecque et latine, Révolution française, Monde contemporain*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, pp. 79-87.
- LEFEBVRE Rémi, SAWICKI Frédéric [2006], *La Société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Bellecombe : Le Croquant.
- LEGAVRE Jean-Baptiste [1992], « *Off the record*. Mode d'emploi d'un instrument de coordination journalistique », *Politix*, n°19, pp. 135-157.

- LEGAVRE Jean-Baptiste [2005], « Les journalistes politiques : des spécialistes du jeu politique », in MATONTI Frédérique (dir.), *La Démobilisation politique*, Paris : La Dispute, pp. 117-142.
- LEGAVRE Jean-Baptiste [2007], « Je t'aime moi non plus ». *Les relations d'« associés-rivaux » entre journalistes et communicants*, mémoire d'HDR en sciences de l'information et de la communication, Université Versailles Saint-Quentin.
- LEMIEUX Cyril [2000], *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris : Métailié.
- LÉVÊQUE Sandrine [2000], *Les Journalistes sociaux. Histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, Rennes : PUR.
- MARCHETTI Dominique [2006], « La division du travail journalistique et ses effets sur le traitement de "l'événement". L'exemple du "scandale du sang contaminé" », in CHUPIN Ivan, NOLLET Jérémie (dir.), *Journalisme et dépendances*, Paris : L'Harmattan, pp. 141-159.
- MOLOTCH Harvey, LESTER Marilyn [1996], « Informer : une conduite délibérée de l'usage stratégique des événements » (1974), *Réseaux*, n°75, pp. 23-41.
- MOULLAUD Maurice, TÊTU Jean-François (1989), *Le Journal quotidien*, PUL : Lyon.
- NEGRINE Ralph [1996], *The Communications of Politics*, London : Sage.
- NEVEU Érik [1993], « Pages "Politique" », *Mots*, n°37, 1993, pp. 6-28.
- NEVEU Érik [2000], « De quelques incidences des médias sur les systèmes démocratiques », *Réseaux*, n°100, pp. 109-136.
- NEVEU Érik [2002], « Quatre configurations du journalisme politique », in RIEFFEL Rémi, WATINE Thierry (dir.), *Les Mutations du journalisme en France et au Québec*, Paris : Éditions Panthéon Assas, pp. 251-276.
- RIEFFEL Rémy [1984], *L'Élite des journalistes. Les bérats de l'information*, Paris : PUF.
- SAITTA Eugénie [2006], « Le désenchantement des journalistes politiques. Une comparaison France / Italie », in Cohen Antonin et al. (dir.), *Les Formes de l'activité politique, op. cit.*, pp. 385-402.
- SCHLESINGER Philip [1992], « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies des sources d'information et les limites du média-centrisme » (1990), trad., *Réseaux*, n°51, pp. 77-98.
- SIMMEL Georg [1999], *Sociologie* (1908), trad., Paris : PUF.
- THOMPSON John B. [1995], *The Media and the Modernity. A Social Theory of the Media*, Cambridge : Polity Press.
- TUCHMAN Gaye [1972], « Objectivity as Strategic Ritual : An Examination of Newsmen's Notions of Objectivity », *American Journal of Sociology*, vol. 77, n°4, pp. 660-679.
- TUCHMAN Gaye [1973], « Making News by Doing Work : Routinizing the Unexpected », *American Journal of Sociology*, vol. 79, n°1, pp. 110-131.
- TUCHMAN Gaye [1978], *Making News. A Study in the Construction of Reality*, New York : The Free Press.